



**ACTION
JUSTICE
CLIMAT**

ANV
ACTION NON-VIOLENTE
COP 21



GREENPEACE

Qui a saboté l'accord de Paris sur le climat ?

Note à l'attention des médias



Il y a dix ans, plus de 190 Etats réunis à Paris se fixaient l'objectif de limiter le réchauffement climatique à +1,5°C sur le long terme. À ce jour, l'accord de Paris reste le seul outil multilatéral permettant de fixer un cap collectif pour enrayer la crise climatique.

Pourtant, dix ans après la signature de cet accord, les promesses faites à Paris sont loin d'être tenues : les émissions globales de gaz à effet de serre continuent d'augmenter et 2024 a été la première année entière au-delà de +1,5°C. Partout dans le monde, la fréquence et l'intensité des événements climatiques extrêmes augmentent : sécheresses, inondations, incendies, tempêtes, canicules... Du Nord au Sud, ces catastrophes frappent de plein fouet les populations les plus vulnérables et les moins responsables de la crise, creusent les inégalités, mettent en péril nos moyens de subsistance, l'habitabilité de nos lieux de vie, notre sécurité sanitaire et alimentaire.

Aux manettes, une alliance toxique entre responsables politiques, industries polluantes et milliardaires

L'accord de Paris n'est pas une baguette magique : il ne dépend que de ce qu'en font les États et des choix politiques réels de ces derniers. Dix ans après, force est de constater que nos responsables politiques n'ont globalement pas été à la hauteur, sous l'influence de lobbys puissants, défendant les intérêts privés d'une minorité au détriment de l'ambition et de la justice climatique.

La mise en œuvre de l'accord de Paris a été sabotée par des forces économiques et politiques réactionnaires, qui s'opposent à une vraie transition écologique et sociale. Grâce, notamment, à leur influence et à leurs immenses capitaux financiers, de grandes fortunes et multinationales parviennent à maintenir en place un système destructeur, à promouvoir un projet politique rétrograde et discriminant, pour protéger leur pouvoir, leurs profits et leurs privilèges, quoi qu'il en coûte pour la planète et les populations. A cela s'ajoute la dérive de plus en plus inquiétante d'une partie de l'échiquier politique français, dont les gouvernements d'Emmanuel Macron, qui reprend à son compte un discours et des propositions profondément anti-écologiques et anti-sociales.

Donald Trump ou la destruction climatique assumée

En tant que Président des États-Unis, de 2017 à 2021 et depuis début 2025, il a retiré deux fois son pays de l'accord de Paris et mène aussi une diplomatie agressive pour décourager les efforts climatiques d'autres pays. Il soutient explicitement une politique extractiviste (Drill baby drill) et apporte un soutien

politique à des industriels majeurs du secteur du pétrole et du gaz. Il pousse au démantèlement de nombreuses règles environnementales, a mené des attaques répétées contre l'EPA (Environmental Protection Agency), les scientifiques du climat, les universités. Des rapports scientifiques fédéraux sont écartés ou censurés. Certains mouvements écologistes subissent une criminalisation accrue et des intimidations.

Jeff Bezos ou l'exemple des ultra-riches qui font la crise climatique et s'en lavent les mains

Comme tous les ultra-riches, le milliardaire américain Jeff Bezos participe massivement à la crise climatique à cause de son mode de vie et de ses investissements. Son entreprise Amazon repose sur un modèle économique destructeur et d'hyper consommation qui est totalement incompatible avec la sobriété écologique et la justice sociale. À cette irresponsabilité sociale et environnementale, vient s'ajouter une irresponsabilité fiscale, avec des stratégies d'évitement de l'impôt. Jeff Bezos utilise son influence pour affaiblir les droits des populations (par ex. [droits des consommateurs](#) ou [business de la surveillance](#)) et pèse sur la qualité de l'information et la liberté de la presse, à travers son ingérence dans les décisions du journal dont il est le propriétaire, le Washington Post.

Emmanuel Macron ou le climato-cynisme à la française

Malgré ses beaux discours, Emmanuel Macron a démontré, depuis son accession à la présidence de la République française en 2017, son refus de se saisir de l'urgence climatique et sociale. Bien que condamnée par la justice pour inaction climatique, la France décroche depuis quelques temps de sa trajectoire de baisse des émissions de gaz à effet de serre, démontrant ainsi la faiblesse, voire l'absence, de politiques publiques concrètes en matière de lutte contre le changement climatique, quels que soient les secteurs (transport, bâtiment, agriculture, énergie...). Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, les budgets consacrés à la transition écologique n'ont cessé d'être rabaissés (Fonds vert, MaPrimeRenov, aide publique au développement), les gouvernements successifs ont reculé sur des mesures importantes pour faire face à la crise climatique ou voté carrément des lois délétères avec le soutien de l'extrême droite comme la Loi Duplomb et la répression à l'encontre des mouvements écologistes s'est accentuée. Au niveau diplomatique, la France d'Emmanuel Macron fait le jeu de sa major pétrolière, TotalEnergies. Emmanuel Macron n'a également rien fait durant ses mandats pour

contraindre les banques privées françaises à arrêter de financer des projets pétroliers et gaziers.

Patrick Pouyanné ou l'expansion fossile quoi qu'il en coûte

PDG de la major pétrolière TotalEnergies depuis 2014, Patrick Pouyanné représente ces industries polluantes, soutenues par les responsables politiques, qui privilégient leurs profits au détriment de l'environnement, des écosystèmes et du vivant. À rebours des recommandations de l'Agence internationale de l'Energie et des constats scientifiques du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), TotalEnergies prévoit une hausse de 2 à 3% par an de sa production d'hydrocarbures jusqu'en 2030. En 2024, les énergies fossiles représentaient plus de 97 % de sa production énergétique globale et près de 80 % de ses investissements. Derrière ces chiffres, se cachent des projets concrets et catastrophiques pour des communautés locales et pour le climat (EACOP/Tilenga, Mozambique LNG...). TotalEnergies, c'est aussi le lobbying dans les COP, auprès du gouvernement français et d'autres gouvernements, pour protéger son business model et amoindrir l'ambition climatique. Ce sont enfin des campagnes de greenwashing mensongères dans lesquelles elle affirme son ambition de neutralité carbone et se vante d'être un acteur majeur de la transition énergétique.

Marine Le Pen ou un projet politique menaçant la lutte contre le changement climatique, en plus d'être raciste, discriminant et autoritaire

Cheffe de file du Rassemblement national (RN) à l'Assemblée nationale, Marine Le Pen incarne l'extrême droite française qui, en se rapprochant du pouvoir, menace nos libertés, nos droits et la lutte contre le changement climatique. Alors que le RN et, de manière générale, l'extrême droite se présentent comme soucieux de justice sociale et du "petit peuple", ils n'ont cessé de défendre les intérêts des plus riches, des lobbys privés et des multinationales. S'il arrive au pouvoir, le parti ne freinera pas l'emballement climatique, car il n'y a dans leur programme aucune réelle remise en cause de la logique productiviste et du dogme de la croissance infinie à l'origine de la crise. L'extrême droite institutionnelle française ne propose pas de vrai projet de transformation écologique et sociale. Le RN vote pour des mesures dangereuses comme un moratoire sur le développement de l'éolien et du photovoltaïque, a soutenu la loi Duplomb et essaye de dépolitiser la question climatique, en déployant beaucoup d'énergie à dénoncer « l'écologie punitive », mais sans rien proposer d'efficace pour mettre à contribution en priorité les ménages les plus fortunés

et les grandes entreprises qui polluent le plus, ni pour accompagner les ménages les plus fragiles et les travailleur·ses dans la transition écologique.

Vincent Bolloré ou la désinformation climatique et la promotion de l'extrême droite

« *Je me sers de mes médias pour mener mon combat civilisationnel* ». Le milliardaire Vincent Bolloré contrôle des médias qui minimisent l'urgence climatique et donnent de la visibilité aux discours climato-sceptiques ou anti-régulation. À travers eux, il participe également à normaliser les idées ultra-conservatrices. En 2022, sa chaîne CNews avait ainsi lancé la candidature d'Eric Zemmour à l'élection présidentielle, un des nombreux exemples de sa proximité avec l'extrême droite et les milieux conservateurs. Par ailleurs, le groupe Bolloré tient une grande partie de sa richesse de décennies d'activités en Afrique, notamment dans d'anciennes colonies françaises, dans les secteurs du tabac, de l'huile de palme, et du transport et de la logistique. Ses activités ont fait l'objet de nombreuses plaintes pour recel, blanchiment, corruption, violations présumées de droits humains et environnementaux. Ces dernières années, le groupe Bolloré s'investit dans le domaine de la culture et de la communication en Afrique.